

FONDATION BELEM

Fondation Reconnue d'Intérêt Public
régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège Social : 5, rue Masseran
75 007 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023



Certificat conforme à l'original



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023

FONDATION BELEM

5, rue Masseran

75 007 PARIS

Au Conseil d'Administration et aux membres de la Fondation BELEM

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation BELEM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation BELEM à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de la Fondation BELEM

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation BELEM à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation BELEM ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau du conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime



suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation BELEM à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation ;
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24 juin 2024
Pour la SAS Cabinet Philippe de LACVIVIER
Commissaire aux comptes

Signé par Francois De Mascureau
Le 24/06/24

ID: tx_ArOVnydP0xzb

François de MASCUREAU
Commissaire aux comptes

1/ COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

Bilan et Resultat Association

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	106 305,72	106 305,72				
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions	1 804 965,48	1 595 654,07	209 311,39	4,63	235 113,20	6,16
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	1 028 595,06	785 475,10	243 119,96	5,38	337 028,90	6,64
. Autres immobilisations corporelles	3 094 483,95	1 001 776,49	2 092 707,46	46,91	91 226,06	2,39
. Immobilisations corporelles en cours					662 720,00	17,36
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres						
TOTAL (I)	6 034 350,19	3 489 211,38	2 545 138,81	56,33	1 326 088,16	34,77
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	47 909,37	2 508,48	45 400,89	1,00	24 754,80	0,65
Avances et acomptes versés sur commandes					3 368,28	0,09
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	245 962,69		245 962,69	5,44	409 872,85	10,75
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	108 372,33		108 372,33	2,40	546 744,81	14,33
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 504 886,47		1 504 886,47	33,30	1 428 825,71	37,46
Charges constatées d'avance	68 900,04		68 900,04	1,62	74 498,36	1,95
TOTAL (II)	1 976 030,90	2 508,48	1 973 522,42	43,67	2 488 064,81	65,23
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 010 381,09	3 491 719,86	4 518 661,23	100,00	3 814 152,97	100,00

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres statutaires		2 696 695,42	59,68	2 696 695,42	70,70
. Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
. Fonds statutaires					
. Fonds propres complémentaires					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
. Réserves statutaires ou contractuelles					
. Réserves pour projet de l'entité					
. Autres					
Report à nouveau		-1 536 888,61	-34,00	-1 590 555,58	-41,69
Excédent ou déficit de l'exercice		-14 172,10	-0,30	53 666,97	1,41
Situation nette (sous total)		1 145 634,71	25,35	1 159 806,81	30,41
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement		1 375 118,79	30,43	405 460,16	10,53
Provisions réglementées					
TOTAL (I)	2 520 753,50	55,79		1 565 266,97	41,04
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds dédiés					
TOTAL (II)					
PROVISIONS					
Provisions pour risques		80 209,88	1,78	527 454,20	13,83
Provisions pour charges		69 509,00	1,54	85 776,07	2,25
TOTAL (III)	149 718,88	3,31		613 230,27	15,08
DETTES					
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		513 302,88	11,36	30 870,49	0,81
Emprunts et dettes financières diverses					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		221 139,80	4,89	853 615,07	22,38
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales		215 566,31	4,77	205 198,97	5,38
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		133 746,00	2,96	325 571,20	8,54
Instruments de trésorerie					
Produits constatés d'avance		764 433,86	15,92	220 400,00	5,76
TOTAL (IV)	1 848 188,85	40,90		1 635 655,73	42,88
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 518 661,23	100,00		3 814 152,97	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations									
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services									
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation									
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels									
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges									
Utilisations des fonds dédiés									
Autres produits									
Total des produits d'exploitation (I)		2 898 452,94		3 433 213,38		-534 761			
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes									
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés									
Salaires et traitements									
Charges sociales									
Dotations aux amortissements et aux dépréciations									
Dotations aux provisions									
Reports en fonds dédiés									
Autres charges									
Total des charges d'exploitation (II)		3 359 283,84		3 042 074,05		317 209			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-460 830,90		391 139,33		-851 969			
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)		5,03		1,33		4			
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées									
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (IV)		13 481,32		2 721,33		10 760			
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-13 476,29		-2 720,00		-10 756			
RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)		-474 307,19		388 419,33		-862 726			

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	75 586,92	7 201,84	68 385	949,66
Sur opérations en capital	447 244,32		447 244	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	522 831,24	7 201,84	515 630	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	62 696,15		62 696	N/S
Sur opérations en capital		341 954,20	-341 954	-100,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	62 696,15	341 954,20	-279 258	-81,66
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	460 135,09	-334 752,36	794 887	237,46
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	3 421 289,21	3 440 416,55	-19 127	-0,56
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 435 461,31	3 386 749,58	48 712	1,44
EXCEDENT OU DEFICIT	-14 172,10	53 666,97	-67 838	-126,40
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

2/ AUTRES INFORMATIONS

AUTRES INFORMATIONS

Annexes Associations 2024

PREAMBULE

- Description de l'objet social de l'entité
- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées
- Description des moyens mis en oeuvre

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 4 518 661,23 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 14 172,10 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 24/05/2024 par les dirigeants.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : la fondation n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, la fondation a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Bateau	20 ans
Coque	20 ans
Agencements, aménagements	de 5 à 10 ans
Greements	de 15 à 20 ans
Matériel de navigation	de 5 à 10 ans
Matériel de sécurité ou réglementaire	selon le règlement
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 10 ans
Travaux de cale sèche	10 ans
Objets de musée	non amortissable

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2017-01 du 05 Mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 Novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	106 306			106 306
Immobilisations corporelles	3 702 622	2 225 423		5 928 044
Immobilisations financières				
TOTAL	3 808 927	2 225 423		6 034 350

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	106 306			106 306
TOTAL I	106 306			106 306
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	1 569 852	25 802		1 595 654
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	691 566	93 909		785 475
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	712 715	221 377		934 084
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	65 128	2 564		67 693
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	3 039 261	343 652		3 382 906
TOTAL GENERAL (I+II)	3 145 567	343 652		3 489 211

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	25 593	22 316		47 909
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	25 593	22 316		47 909

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	23 256
Subventions/financements	75 000
Autres produits à recevoir	2 553
TOTAL	100 810

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	513 303	40 604	456 281	16 418
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	221 140	221 140		
Dettes fiscales et sociales	215 566	215 566		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	115 656	115 656		
Produits constatés d'avance	764 434	764 434		
TOTAL	1 830 099	1 357 400	456 281	16 418

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	130 238
Dettes fiscales et sociales	43 945
Autres dettes	1 044
TOTAL	175 227

Annexes Associations 2024 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements correspondant aux droits des salariés au titre des indemnités de fin de carrière du personnel administratif sont calculés suivant la méthode préconisée par le Groupe BPCE et par le biais d'un logiciel de calcul.

Les provisions de l'exercice se détaillent comme suit :

- Provision pour indemnité de retraite : 48 792-
- Provision pour Médaille du Travail : 3 129-

Les engagements du personnel naviguant, compte tenu de la spécificité de catégorie d'emploi, n'ont pas été déterminés de la même manière.

Les indemnités de départ à la retraite du personnel navigant s'élèvent à 17 588-.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5 800-.